

M. PAQUET demande:

1. Quel montant a été payé par le gouvernement fédéral à la société de colonisation et de rapatriement de Montréal depuis le 1er janvier 1900?

2. Quel montant a été payé par le gouvernement fédéral à la société de colonisation et de rapatriement du lac St-Jean et Québec depuis le 1er janvier 1900?

3. Quel montant a été payé par le gouvernement fédéral à la compagnie du chemin de fer du lac St-Jean depuis le 1er janvier 1900 pour encourager le rapatriement?

L'hon. M. FRANK OLIVER (ministre de l'Intérieur) :

1. \$25,300.

2. \$22,000.

3. \$34,000.

(Page 710, Débats Français 1908)

LES EMIGRES NON-CULTIVATEURS

Pour montrer que les agences de rapatriement subventionnées par le gouvernement fédéral sont loin de se croiser les bras et ne se contentent pas de faire des conférences agricoles, mais s'occupent aussi activement de nos compatriotes, pour lesquels l'agriculture peut n'avoir pas d'attrait, nous tenons à porter à la connaissance du public en général les remarques qui suivent et que nous empruntons au rapport annuel de 1907, présenté à l'Assemblée générale de colonisation et de rapatriement de la Province de Québec, par le président, l'honorable G. P. B. Casgrain, sénateur.

«Notre secrétaire a visité nos agents des Etats-Unis et y a acquis des renseignements qui pourraient beaucoup servir à agrandir notre sphère d'opération. Depuis assez longtemps, l'un de nos directeurs ayant de l'expérience en cette matière, M. Marquette, nous suggérait comme moyen efficace de rapatriement d'essayer le système de propagande en vue de procurer de la main-d'œuvre à toutes les branches d'industrie dans la province de Québec, choisie parmi les Canadiens rapatriés.

M. Carufel a alors pu se convaincre que cette idée est excellente et très praticable. Elle rencontre l'approbation de nos agents et celle de la très grande partie de nos compatriotes influents de la Nouvelle-Angleterre qu'il a consultés, car, songer à ramener les nôtres ici pour les mettre aux travaux de la terre, nous n'arriverons jamais à de grands résultats, mais, en leur assurant les moyens de gagner leur vie en utilisant les connaissances qu'ils ont acquises aux Etats-Unis, nous réussirons très bien. Pour y parvenir, nous nous adresserions d'abord à ceux qui sont forcés de chômer, puis, à cette classe, qui pour une raison ou pour une autre, aimerait à revoir sa terre natale si elle était sûre d'y avoir des moyens de subsistance.

Tous les journaux de langue française de là-bas sont à notre disposition; à eux se joindront volontiers les sociétés de bienfaisance, très nombreuses; tous se verraient soulagés d'un lourd fardeau, car en temps de chômage, ils ont souvent à venir en aide à cette population. Nous les recueillerions pour leur donner du travail et nous nous assurerions ainsi d'une immigration des plus désirables, qui, heureuse de revoir son ancien foyer et de pouvoir y vivre, ne le quitterait plus.

Notre secrétaire a fait, à Fall-River et à Springfield, Mass., la visite du Bureau de placement, établis depuis peu aux frais de l'Etat, dont on lui a communiqué le fonctionnement jusque dans les plus petits détails. La même chose peut être faite ici avec profit si vous acceptez maintenant